



Session 1 : Portée et source des ressources du secteur de la sécurité en Afrique australe

Nan Tian, PhD

Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

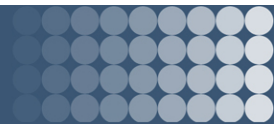
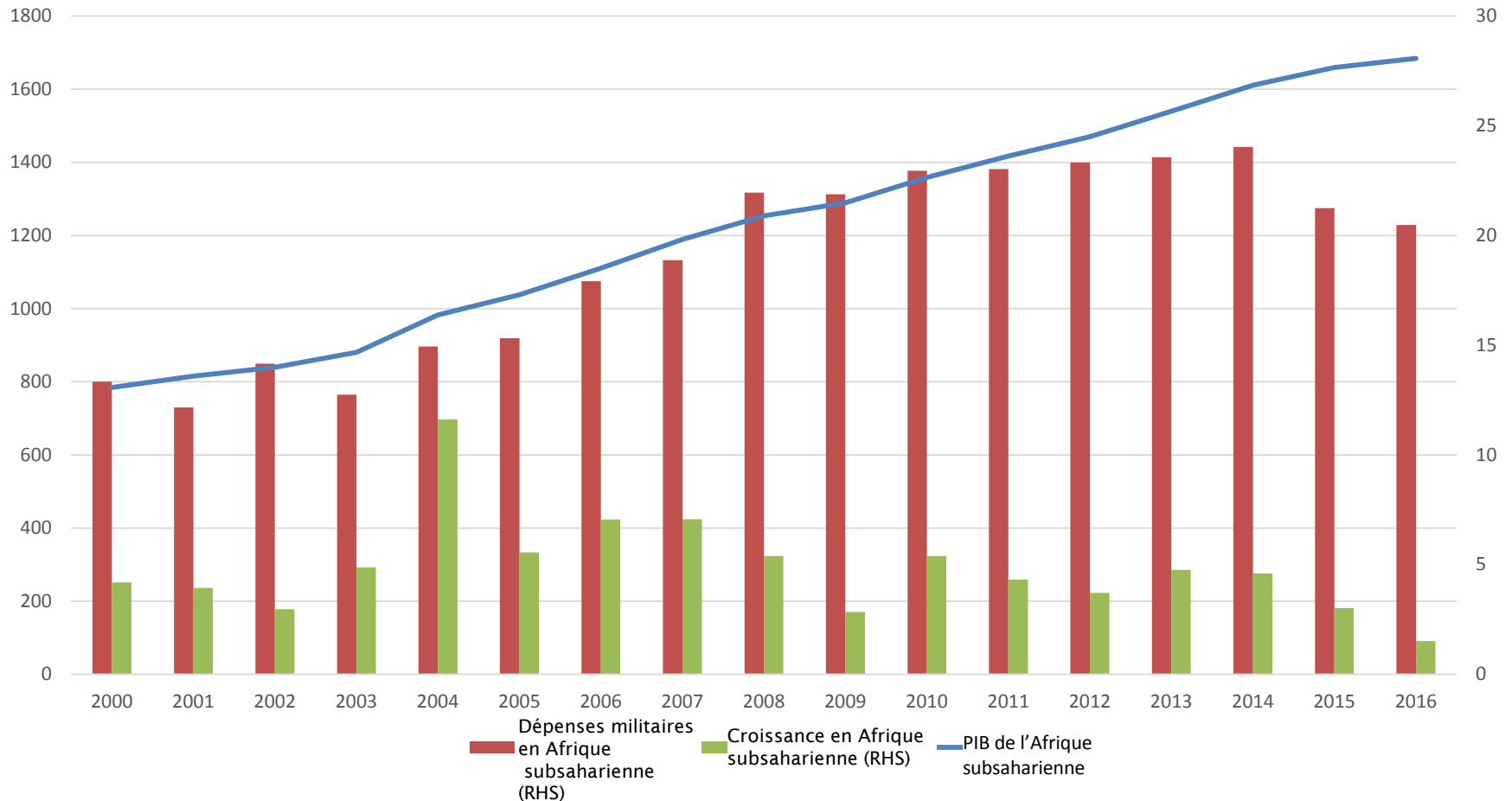
Évolution des dépenses économiques et militaires en Afrique subsaharienne : 2000-2016

- Les dépenses militaires en Afrique subsaharienne ont augmenté de 80 % entre 2000 et 2014.
- Hausse soutenue des dépenses militaires entre 2000 et 2014, en dépit du ralentissement économique mondial de 2008 à 2009.
- Les dépenses ont atteint un chiffre record de 24 milliards \$ en 2014. Parmi les pays qui dépensèrent le plus, citons : l'Angola, l'Afrique du Sud et le Nigeria.
 - Les dépenses de l'Angola ont plus que doublé depuis 2000, tandis que celles du Tchad ont augmenté de plus de 700 %.
- La plupart des dépenses militaires depuis 2000 sont financées grâce à une croissance économique soutenue par la hausse des prix des matières premières.
 - Augmentation des recettes, des réserves, de la dette – hausse des budgets nationaux (défense incluse).
 - La croissance économique entre 2000 et 2014 a atteint 5 % en moyenne (AfDB, 2014).
 - Le commerce entre pays africains a quadruplé pour atteindre 130 milliards \$ (AfDB, 2014).



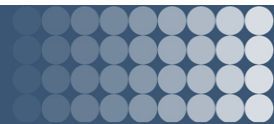
Dépenses militaires et croissance économique en Afrique subsaharienne : 2000-2016

Dépenses militaires et PIB en Afrique subsaharienne



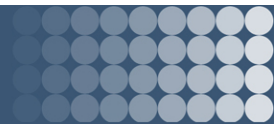
Évolution des dépenses économiques et militaires en Afrique subsaharienne : 2000-2016

- Depuis l'effondrement des prix du pétrole à la fin de 2014, la croissance économique, les recettes et les dépenses ont toutes diminué.
- Les dépenses militaires en Afrique subsaharienne ont diminué de 14 % depuis 2014.
- Diminutions substantielles pour tous les principaux pays exportateurs de pétrole : Angola (-48 %), Soudan du Sud (-63 %) depuis le pic de 2014.
 - Hyperinflation, dépréciation des taux de change, hausse des dettes et baisse des recettes.
- Le temps des dépenses militaires/de sécurité financées par les prix des matières premières est révolu.
- Retour à l'essentiel : les dépenses militaires sont déterminées par des besoins de sécurité perçus et réels :
 - Rebelles, insurrections, piraterie
 - Nouvelles courses aux armements régionales



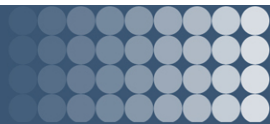
Décalage dans le financement du secteur de la sécurité/militaire

- Décalage inhérent à la manière dont le secteur militaire ou de la sécurité a été financé en Afrique subsaharienne.
- Les dépenses militaires comprennent des achats d'armes, des salaires, des coûts d'infrastructure, des pensions – coûts à long terme s'étendant sur plusieurs années.
- Les prix des matières premières sont très volatiles (ex : les prix du pétrole), alors que les achats d'armes sont planifiés sur des périodes de 5 à 10 ans.
 - Les prix sont fixés au début avec un remboursement par mensualités.
 - Les évolutions des prix des matières premières ont une incidence sur le remboursement des mensualités (une dette supplémentaire peut être nécessaire).
- Les plans de dépenses sont à long terme alors que le financement est à court terme.
- En Afrique subsaharienne et de nombreux autres pays, il existe une corrélation évidente entre les prix des matières premières et les dépenses militaires.



Financement interne du secteur de la sécurité

- Source : recettes publiques (impôts, revenus du pétrole, investissements, etc.).
- Type de financement le plus répandu : basé sur la santé économique d'un pays.
- Avantages :
 1. Informations complètes sur les besoins en sécurité, coût abordable, procédure de budgétisation, résultats permettant de prendre les décisions les plus efficaces possibles en matière de dépenses.
 2. Financement de la sécurité basé sur un plan de défense stratégique à long terme.
 3. Le public et la société civile peuvent demander aux fonctionnaires de rendre des comptes sur les décisions financières qu'il ont prises.
- Inconvénients :
 1. Manque de discipline financière : position privilégiée des chefs d'État/responsables politiques qui interviennent dans les processus de répartition des ressources (ex. : Nigeria, Afrique du Sud).
 2. Nature du secteur (sécurité nationale) : informations limitées sur les décisions de dépenses.
 3. Manque de transparence et de responsabilité : corruption.



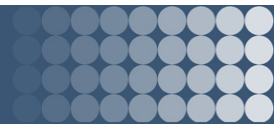
Financement étranger du secteur de la sécurité

- Source: donateurs étrangers – principalement d'autres gouvernements (ex : États-Unis et Chine)
- Financement souvent sous la forme d'aide militaire, par le biais de financements (subventions, prêts) ou d'équipements (transferts d'armes).
- Avantages :
 1. Élimination du stress lié aux recherches de financements internes.
 2. Possibilité de se procurer du matériel/des compétences de premier ordre et autres qui, sinon, seraient inabordables.
 3. Soutien extérieur dans les opérations de stabilisation et la réforme du secteur de la sécurité.
 4. Transparence
- Inconvénients :
 1. Soumission à des termes et conditions non favorables (ex. : achats d'armes non nécessaires).
 2. Manque de responsabilité en raison de la nature étrangère du financement, d'où corruption.
 3. Certains de ces pays ont leurs propres intérêts géopolitiques, économiques et militaires.



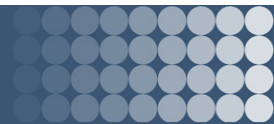
Financement de la dette du secteur de la sécurité

- Source : financement extérieur par des prêts, des actions, des multinationales, des gouvernements, l'APD, des dettes.
- Le continent a une longue tradition de pays endettés. Les projets de développement (infrastructure et services sociaux) sont impossibles sans l'APD ou les emprunts.
- Récemment, la croissance économique et la hausse des prix des matières premières ont permis aux pays d'Afrique subsaharienne de contracter des emprunts pour poursuivre leur développement, leur industrialisation et leurs importations d'armes.
 - L'abondance des « pétrodollars » ont rendu les prêts extérieurs attrayants pour le financement des déficits du secteur public.
 - Au moment de la chute des prix des matières premières en 2014, certains pays d'Afrique subsaharienne (ex. : Angola, Soudan du Sud) devinrent incapables de rembourser leurs dettes régulièrement.
 - Diminution des recettes provenant des matières premières, d'où une augmentation du déficit fiscal et de la dette publique.



Conséquences d'une dette élevée

- Le service de la dette extérieure a été la cause de problèmes importants :
 - Faiblesse de l'épargne, frein à la croissance, échec des renégociations.
 - En fin 2010, 26 des 33 pays les plus endettés se trouvaient en Afrique subsaharienne.
 - Fardeau de la dette sur les contribuables, dette héritée des régimes précédents.
- L'Afrique subsaharienne, qui a les dettes extérieures les plus élevées, dépense plus de 50 % des recettes de ses exportations pour assurer le service de la dette internationale (Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde).
 - Entrave au développement socio-économique (ex. : Burundi, Cameroun, Tanzanie).
 - Lien important entre la dette et les dépenses militaires – emprunts utilisés de manière improductive.
- Nécessité d'un juste équilibre entre sécurité, défense et moyens abordables de financement du secteur de la sécurité.



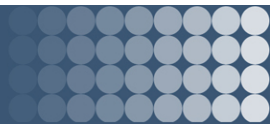
Conséquences du surinvestissement dans le secteur de la sécurité

- Compromis entre les dépenses de développement et de sécurité.
- Région la plus pauvre, la moins performante sur les ODM, mais la région a les dépenses les plus élevées du monde après les Moyen-Orient.
- Moyenne mondiale (à l'exclusion du Moyen-Orient) 1,67 % du PIB contre 1,99 % pour l'Afrique.
- Variations très élevées entre les dépenses militaires, pas toujours liées à des différences en matière de sécurité.
- Dépenses militaires les plus élevées (chiffres de 2016 les plus récents) :
 - République du Congo : 7,0 %
 - Botswana : 4,08 %
 - Mauritanie : 4,06 %
 - Soudan du Sud : 3,71 %
 - Angola : 3,68 %
- Les mêmes dépenses militaires représentent généralement une part plus élevée de dépenses publiques en Afrique qu'en Europe.



Conséquences du surinvestissement dans le secteur de la sécurité

- Coût de l'opportunité sur les dépenses dans le secteur militaire ou de la sécurité – éviction de l'investissement dans le commerce ou le développement.
- Souvent les décisions en matière de dépassement des dépenses ne sont pas liées à des besoins en sécurité.
- Le transfert des compétences entre les secteurs militaire (très spécialisé) et civil s'avèrent difficiles.
- Retombées limitées du secteur de la sécurité sur le secteur civil – les ressources peuvent être utilisées à meilleur escient dans le développement.
- Problèmes de responsabilité et de transparence – corruption.
- Le surinvestissement entraîne des malentendus chez les acteurs nationaux et voisins en termes de capacités ainsi que des mauvais calculs en termes de risques et de suspicions.
- Incertitude sur l'interprétation des signaux suscités par des dépenses excessives.
- Entraîne une course aux armements ou aux conflits.





CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

AfricaCenter.org